



Asssemblée générale d'Europe & Entreprises Un nouveau départ avec une nouvelle équipe

Le 23 mars dernier, l'Assemblée générale d'Europe & Entreprises élisait une nouvelle équipe à la tête de l'association avec, pour mission, de relancer et de développer ses actions ainsi que de recruter de nouveaux membres (voir par ailleurs l'interview de Philippe Laurette, le nouveau président de l'association).

Election du Conseil d'administration

Le nouveau Conseil d'administration est composé des membres suivants :

Georges Boniou
Armelle Brault
Fabien Chevalier
Custodia Domingues
François Koch-Chevalier
Philippe Laurette
Jean Pierre Lecouf
Daniela Stele
Claude Vincent
Hans Willert

Celui-ci a élu le bureau suivant :

Président : Philippe Laurette
Vice-présidentes : Armelle Brault et Daniela Stele
Secrétaire : Claude Vincent
Trésorier : Fabien Chevalier

Programme d'actions 2005

Philippe Laurette a présenté les grandes lignes de son programme d'action :

- Création d'une Europe& Entreprises Portugal à l'automne 2005
- Signature d'un partenariat avec le Président de la jeune chambre économique
- Amélioration du site internet
- Création d'un Think Tank coordonné par Jean-Pierre Lecouf
- Séminaire sur l'Europe et les entreprises confié à Bernard Barthalay (voir article)
- Rendre le travail de l'association plus médiatique et entretenir des relations suivies avec des journalistes à cet effet
- Invitation de personnalités européennes à des conférences ou à des dîners-débats

Philippe Laurette, nouveau président d'Europe & Entreprises :
« Notre lobbying d'idées est d'autant plus efficace et reconnu qu'il a pour seul objectif une Europe dynamique et forte »

Philippe Laurette, 46 ans, nouveau président d'Europe & Entreprises fait le point sur l'association et ses axes de développement avec deux idées directrices complémentaires : aider à ce que les préoccupations des entreprises soient bien prises en compte par l'Union européenne et donner aux entreprises une connaissance exacte des institutions et du marché de l'Europe unie.

- Vous êtes le quatrième président d'Europe & Entreprises. Comment analysez-vous le travail accompli et celui à accomplir?

Philippe Laurette : Je suis fier du travail accompli depuis la création de l'association. Celle-ci a été créée en 1989 par des chefs d'entreprise à partir d'une excellente intuition : l'Europe évolue et se transforme et le pouvoir de ses institutions progresse. Or, particulièrement en France, l'information, la sensibilisation et la participation des chefs d'entreprise à ces transformations étaient nettement trop faibles. Beaucoup d'entre eux, par exemple, ont longtemps estimé que l'objectif du marché intérieur de 1993 ne les concernait pas directement ! Il y avait donc du travail en perspective...

C'est dans ce cadre qu'Europe & Entreprises, à son échelle, s'est intéressée dans ses activités aux différentes réalités européennes, à l'utilité de connaître les richesses des expériences de chacun. Nous avons ainsi réalisé un tour d'Europe du capitalisme européen avant l'élargissement de 2004. Nous sommes allés comprendre les réalités économiques et sociales sur le terrain, nous avons discuté avec les multiples partenaires, nous sommes allés visiter beaucoup d'entreprises. Que de surprises, de découvertes qui ont enrichi dans ces occasions les savoirs de nos adhérents !

Bien évidemment, beaucoup reste à faire comme l'a montré le résultat du référendum. Les citoyens découvrent à leur tour la complexité européenne. L'Europe n'était pour eux qu'un nom, Bruxelles, lieu paré souvent de tous les maux habité par des fonctionnaires sans

visage, ces fameux « technocrates européens » dont la seule qualité prêtée était d'empêcher les bons politiques nationaux de faire une excellente politique à la maison.

- Le résultat du référendum français, celui du référendum néerlandais et les attermoissements des Britanniques vont-ils peser négativement sur l'avenir de l'Europe?

P.L. : On assiste à la tentation du repli sur soi, qu'en dehors de son « modèle » rien n'existe ! Evidemment c'est un risque pour l'Europe qui, jusqu'à présent, a joué la solidarité entre les différents peuples la composant. Mais les crises ont jalonné le parcours de l'Union européenne et l'on peut espérer qu'avec de la volonté et du courage politique, on puisse à nouveau regarder l'avenir. C'est une obligation pour l'économie européenne face aux concurrents chinois, indiens et, bien sûr, américains.

- Quelles sont les actions prioritaires que vous comptez mener?

P.L. : Dans cette nouvelle période Europe & Entreprises va se donner les moyens d'une véritable réflexion de fond et sur la durée en confiant un groupe de travail à Bernard Barthalay qui est un universitaire reconnu, titulaire de la chaire Jean Monnet à l'université de Lyon 2. Nous nous dotons également d'un groupe de réflexion qui assurera le suivi de nos travaux engagés fin 2004 au comité économique et social européen sur le thème « Ce que l'Europe apporte aux entreprises ». De même, nous allons réellement mettre l'accent sur la communication de nos actions et de nos

réflexions. Dans ce monde c'est incontournable si nous voulons faire connaître nos idées, nos réflexions, nos propositions et notre point de vue. Cette lettre d'information ainsi qu'un prochain bulletin bimensuel en sont les premiers jalons. Mais, dans le même temps, nous allons aussi populariser l'Europe auprès des entreprises, notamment des PME qui ne sont pas encore assez européennes.

- Parlez-nous de la volonté d'européaniser l'association?

P.L. : L'ouverture est toujours essentielle notamment pour une association comme la notre qui ne peut se contenter de travailler en France qu'avec des Français. Déjà, dans notre Conseil d'administration, plusieurs nationalités européennes sont présentes et nous avons organisé des colloques aux quatre coins de l'Europe avec des partenaires européens. Mais nous voulons aller plus loin en donnant une véritable dimension européenne à Europe & Entreprises en créant un réseau d'associations sœurs dans tous les pays de l'Union. D'où un premier lancement Europe & Entreprises Portugal à l'automne grâce à l'efficacité du travail de notre administratrice Custodia Domingues. De même, nous allons rendre visite à l'Europe centrale et orientale pour étendre ce réseau naissant.

- Quel est l'intérêt pour une entreprise de faire partie d'Europe & Entreprises?

P.L. : Les points forts d'Europe & Entreprises sont sa souplesse et sa capacité de réactivité qui sont des qualités essentielles pour les entreprises qui veulent disposer d'un outil efficace pour leur activité. Mais, trois autres qualités méritent d'être soulignées. D'abord, Europe & Entreprises est totalement libre et ne roule pour personne. Cette indépendance, nous y tenons et elle nous permet de nous faire entendre plus efficacement par les institutions nationales et européennes. Ensuite, nos intervenants lors de nos manifestations sont d'origine très diverses, en terme de compétences, de cursus et de nationalités. Enfin, notre lobbying d'idées est d'autant plus efficace et reconnu qu'il a pour seul objectif une Europe dynamique et forte.

- Quelles sont, selon vous, les axes prioritaires d'une politique européenne en faveur des entreprises?

P.L. : Nos souhaits sont nombreux. En premier lieu, que la compréhension de l'entreprise en Europe ne soit pas réservée qu'aux seuls spécialistes. En second lieu, et cela me semble primordial pour les entreprises qui ont besoin de savoir où elles vont, que les règles européennes soient transparentes, lisibles et durables. Enfin, que le dynamisme économique devienne une réalité et pas simplement des effets d'annonce.

Brèves

- Philippe Laurette, président d'Europe & Entreprises a participé :

A l'Assemblée générale de la maison de l'Europe de Paris présidée par Catherine Lalumière (le 27 juin) ; aux 15 ans de RDS (Réalités du Dialogue Social) créé par René Ruols (le 14 juin) ; au groupe de coopération économique franco-néerlandais à l'institut culturel néerlandais (le 14 avril).

Europe et Entreprises : l'esprit de conquête

Proposition de travail sur des sujets économiques : un séminaire pour ouvrir le débat
Bernard Barthalay

Philippe Laurette, nouveau Président d'Europe et Entreprise, a bien voulu confier à un non-professionnel l'animation d'un séminaire dans le cadre d'Europe et Entreprises. J'accepte avec enthousiasme de mettre au service de l'association mon expérience de témoin, d'expert et d'acteur de l'intégration européenne.

Partant selon mon habitude de simples constats, je noterai d'abord :

- Que le chômage atteint des sommets ;
- Que les systèmes sociaux sont en faillite ;
- Que l'économie européenne n'est pas gouvernée ;
- Que les Etats peinent à se réformer ;
- Que l'Europe se prépare mal à l'épuisement des énergies fossiles ;

A s'en tenir à cette vue moyenne, le 'modèle européen' tant vanté n'est plus dans le monde réel. Le modèle n'est pas américain non plus : des Européens font mieux que l'Amérique ! Danois, Finlandais, Suédois.

Ce constat est-il de nature à remettre en cause l'intégration ? Assurément pas. Même si l'économiste a du mal à imaginer dans quel état serait l'Europe sans le marché intérieur et sans l'euro, il suffit de regarder l'Europe des années trente avec un peu de bon sens pour se faire au moins une idée des effets sismiques du protectionnisme, du chômage, de l'inflation, de la conflictualité sociale, de la bureaucratie et, probablement, de la dépendance, que l'Union nous a épargnés.

Sans prétendre qu'en l'état l'Union soit parfaite (quelques facteurs d'efficacité, de légitimité et - plus grave ! - de viabilité, lui manquent encore), le temps est venu de réaliser que les acteurs de terrain, qu'il s'agisse des Etats ou des entreprises, sont très loin de vouloir ou (je pense à ceux qui le veulent) de pouvoir libérer leur

potentiel, pour eux-mêmes et pour les autres.

Les Européens ne peuvent pas se contenter de regarder leur Union comme les Français regardent leur Etat, attendant d'elle les remèdes miracles aux moindres de leurs maux.

L'Union a libéré les Européens du cloisonnement, leur a probablement évité une grave crise financière et/ou une grande dépression, a amélioré leur pouvoir d'achat, a étendu le dialogue et la stabilité aux dépens du conflit et de l'incertitude du lendemain. Mais les Européens ont, à leur porte, dans leurs Etats ou dans leurs entreprises, les mauvaises pratiques qui limitent leurs succès ou les vouent au déclin dans la compétition globale, face à la Chine, à l'Inde et même au Brésil de demain. Ceci n'est pas un appel au 'chacun pour soi', serait-il offensif ! La réforme de cet Etat-ci ou la modernisation de cette entreprise-là, c'est le B A BA de la responsabilité collective à l'égard de chacun, à l'égard de nos concitoyens et des générations suivantes, mais l'effort serait vain, sans le perfectionnement du cadre européen ni la pression (politique ou concurrentielle) sur tous les autres Etats et entreprises d'Europe, dans un 'chacun pour tous' offensif et général.

Vivre l'Europe ne tient ni dans un face à face avec l'Union, plus ou moins entravé par les Etats, ni dans un face à face avec l'Etat envisagé comme ultime représentant dans l'Union (rétro-vision diplomatique des affaires). Non, nous sommes sur un marché européen, nous disposons d'un cadre institutionnel

(perfectible) où les citoyens et les intérêts économiques sont représentés plus ou moins directement, nous sommes les usagers de l'Union comme ceux des Etats membres, de tous les Etats membres. Ce qui nous donne des devoirs envers nos concitoyens européens, car nous sommes désormais comptables de l'évolution de tous nos Etats membres, parce que nos entreprises ont à faire à tous, et que gouvernements et entreprises participent tous à l'effort collectif de l'Europe dans la compétition mondiale.

L'association est l'outil idéal pour s'emparer au nom de nos entreprises d'un sujet, puis d'un autre, réunir l'information nécessaire, solliciter les concours intellectuels utiles, partager les analyses pertinentes, engager les travaux préalables à une action.

Se saisir d'un sujet, identifier les intérêts en jeu et les actions nécessaires, organiser la pression : telles sont les trois étapes que je propose de parcourir. En assurant le pas, comme à la montagne. La priorité aujourd'hui, pour restaurer le dynamisme de l'économie européenne en visant la performance globale des Nordiques, c'est le marché du travail. Ses rigidités sont un frein à la croissance. Objection : la défense du modèle ! Non, le Nord montre le contraire, où le capitalisme social de marché a su se réformer sans fragiliser les faibles ni fermer la porte à la croissance.

Je propose de prendre connaissance (primordiale connaissance des autres !) d'abord des solutions concrètes adoptées dans les trois pays cités pour assouplir le licenciement et l'embauche, d'examiner

pays par pays si et comment ces solutions sont adaptables, d'organiser un réseau d'intérêts favorable à cette réforme, d'en mettre en forme les lignes directrices (proposition de convention collective et/ou de loi-cadre ?) et de veiller au suivi pays par pays.

Après trente ans de chômage, où l'on a tout essayé sauf ce qui marche, attacher un succès même partiel sur ce terrain au nom d'Europe et Entreprise, justifierait pleinement son existence.

Ceci n'exclut pas de s'intéresser parallèlement aux autres sujets, au contraire, car ils concourent à un environnement favorable au succès « sur [ce] point limité, mais décisif, de nature à changer les données de tous les problèmes » (J. Monnet). Créer des emplois pour produire plus soulage les systèmes sociaux d'une partie de leur fardeau, restaure l'ambition de grandir économiquement et d'innover socialement, facilite les audaces institutionnelles à la mesure de cette ambition, rapproche d'un nouvel équilibre entre le taux de croissance et le financement d'un modèle européen réformé (finance le luxe d'un 'modèle' viable et enviable), appelle un dégraissage des redondances, superfétations et autres superfluités étatiques pour rendre l'Etat à ses fonctions strictement utiles et à une saine gestion des deniers publics, engage à se préserver de l'enchérissement du coût de l'énergie.

C'est enfin une incitation très forte à compléter l'implantation européenne de l'association (réseau, suivi) en même temps qu'une méthode pour la réussir.

Intervention de Bernard Barthalay, *Chaire Jean Monnet d'économie de l'intégration européenne à l'université de Lyon 2*, le 28 juin 2005 dans les locaux de PREVOYANCE RE.

Tribune Libre

Henri Malosse (Comite Economique & Social Européen) :

En votant non, voilà ce à quoi on a dit oui !

Europe & Entreprises ouvre cet espace de liberté à tous ceux qui désirent envoyer un message européen aux adhérents de l'association et à tous ceux qui sont préoccupés par l'avenir de l'Europe. Dans ce numéro, nous donnons la parole à Henri Malosse, le rapporteur du Cese (Conseil économique et social européen) sur le traité constitutionnel

« Les racines de la Communauté sont fortes, maintenant, et elles vont loin dans le sol de l'Europe. Elles ont survécu à de mauvaises saisons, elles peuvent en supporter d'autres. [...] Quand on voit la puissance du sentiment européen [...], on ne peut douter qu'il s'agisse d'un puissant mouvement de fond à la mesure des époques de l'histoire. »

(Jean Monnet)

Le grand paradoxe du débat sur la ratification du Traité «établissant une Constitution pour l'Europe» tient à ce qu'en disant non, la France a figé - pour combien de temps ? - les règles de fonctionnement de l'Union européenne dans le marbre des traités actuels. Ainsi, on se retrouve sans l'application des droits fondamentaux qui auraient conditionné les politiques européennes et sans le supplément de démocratie qui aurait permis une meilleure participation de la société civile. On en reste donc à l'application de principes essentiellement économiques (les libertés de circulation du traité de Rome) et à un système institutionnel très compliqué où la Commission européenne est la maîtresse du jeu.

En effet, la France et les Pays-Bas ont dit oui au statut quo et non à :

- Permettre aux citoyens de mieux faire entendre leurs voix au niveau européen jusqu'à leur donner un droit d'initiative pour que la Commission propose des législations correspondant à leurs attentes ;
- Obliger la Commission européenne à consulter les organisations représentatives de la société civile (organisations économiques, syndicats, mouvements associatifs, etc.) pour une meilleure prise en compte de la réalité du terrain ;
- Conférer aux parlements nationaux un droit de veto sur les nouvelles législations européennes si elles vont au-delà d'une action autorisée ou justifiée de l'Union ;
- Rendre le processus de décision des institutions européennes plus efficace pour agir sur les questions qui préoccupent vraiment les citoyens ;
- Donner des droits fondamentaux aux citoyens qu'ils pourront invoquer dans le cadre de la mise en œuvre des politiques européennes ;
- Conditionner de nouveaux élargissements au respect des droits fondamentaux et des valeurs de l'Union ;
- Permettre une révision simplifiée des Traités et des politiques de l'Union.

Le Conseil des ministres européens et la Commission européenne étaient déjà tentés de faire passer le maximum de textes doctrinaires avant l'adoption de la Constitution. Débarrassés de la contrainte des droits fondamentaux, on peut craindre qu'ils se laissent aller à régler dans le sens d'une application tatillonne des principes juridiques du traité de Rome.

L'adoption d'une Constitution est, au contraire, une étape décisive dans la construction de l'Europe politique : les citoyens pourront, en effet, s'approprier le projet européen. Au-delà des frontières de l'Union, il y a urgence aussi car la mondialisation s'accélère et approfondit

les déséquilibres et les menaces de conflits. Une Union européenne, fondée sur des droits fondamentaux, sera capable de s'affirmer davantage et de promouvoir ses valeurs et des règles du jeu plus loyales dans les relations politiques et commerciales. Une Europe forte et unie constitue pour de nombreux gouvernements et de nombreux peuples de par le monde, un exemple et un espoir d'une meilleure gouvernance dans un monde globalisé.

La Constitution n'est pas morte, elle a déjà été ratifiée par 10 pays représentant plus de 220 millions d'Européens, soit déjà près de la moitié des habitants de l'Union européenne. On s'attend à ce qu'une majorité d'Etats la ratifie. Leur choix mérite aussi le respect. Il faudra trouver une solution politique dans l'intérêt de l'Europe sans «jeter aux orties» une Constitution qui a été déformée, caricaturée, mais rarement bien expliquée aux citoyens.

Une simple renégociation de la Constitution n'est pas de mise puisque, pour la première fois, ce Traité n'a pas fait l'objet de simples négociations, mais d'une Convention composée de représentants mandatés des peuples européens qui a délibéré pendant un an et demi en toute transparence. Revenir à de simples négociations entre Etats serait un recul inacceptable et renforcerait l'impression d'une Europe insensible aux opinions de ses citoyens.

Il ne faut pas baisser les bras.

La Constitution européenne est aujourd'hui la meilleure plate forme possible pour une Europe politique capable de remettre le projet européen entre les mains de ses citoyens et de donner l'élan nécessaire pour la croissance et l'emploi.

Cela n'a pas été le cas jusqu'à présent parce que ce qui manque dans le fonctionnement européen, c'est la volonté politique aux Etats, les compétences pour

agir aux institutions et surtout l'information et les moyens de participer aux citoyens. Il était facile, pendant les campagnes référendaires, de démontrer que l'Europe était mal gouvernée et que les préoccupations des citoyens étaient mal prises en compte. La plupart des responsables politiques et des médias ont simplement oublié de dire qu'ils en étaient les principaux responsables, notamment de la désinformation consistant à prendre l'Europe comme « bouc émissaire ». L'imposture a consisté à attribuer à la Constitution tous les défauts de l'Europe d'aujourd'hui tout en prenant soin d'oublier de rappeler ses succès, au premier rang desquels la paix entre nos peuples.

Il importe donc de continuer à promouvoir fermement la Constitution, de faire vivre par anticipation ses dispositions les plus remarquables : la Charte des droits fondamentaux et la démocratie participative qui doit nous inciter à faire des propositions hardies pour que les politiques européennes répondent mieux aux attentes des citoyens.

Si les citoyens voient eux-mêmes dans la Constitution, une vision pour l'avenir, la voie sera ouverte à une solution politique évidente à la crise actuelle.

Les rendez-vous d'Europe & Entreprises

- 1^{er} Juillet : visite de l'entreprise MAEC par son président Michel Hibon à Cahors.
- 7 juillet : séminaire à Paris du réseau TRESS (formation et suivi de la sécurité sociale en Europe) sur la coordination de la sécurité sociale en Europe.
- 21 septembre : réunion à Paris de l'Observatoire des retraites, dont Arnauld d'YVOIRE est le secrétaire général, avec une intervention de Jean-Philippe VIRIOT-DURANDAL sur le pouvoir économique et social des seniors.
- Par ailleurs, il est prévu d'organiser, dans les prochains mois une mission d'exploration d'Europe & Entreprises dans les pays Baltes.

(Pour toute information et/ou inscription, contactez le secrétariat de l'association)

Evénements

- « *Les perspectives de l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne* », le 2 juin au Sénat

A l'initiative de l'IPSE (Institut Prospective et Sécurité de l'Europe) présidé par Jean-Pierre Petit, secrétaire général Emmanuel Dupuy, Europe & Entreprises a co-organisé une conférence-débat au Sénat sur « Les perspectives de l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne

Philippe LAURETTE, Président de Europe et Entreprises et Jean-Pierre Petit ont assisté à ce débat qui réunissait Monsieur Mircea GEOANA (Président de la Commission Politique Extérieure du Sénat de Roumanie, Ancien Ministre des Affaires Etrangères), et Monsieur Christian HEN (Professeur de Droit communautaire à l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, Conférencier Team Europe).

- « *La Constitution européenne répond-elle aux craintes pour la croissance et l'emploi ?* », le 24 mai à l'Institut Hongrois

En association avec les Jeunes européens professionnels, l'Institut hongrois, et les Jeunes européens France, Europe & Entreprises a co-organisé un débat sur la Constitution européenne à l'Institut hongrois de Paris. En présence de Philippe Laurette, président d'Europe & Entreprises, le débat

a été conduit par Cyril Meunier, responsable des JEP.

Les intervenants étaient Zsolt Becsey (député européen hongrois du PPE, membre de la Commission des Affaires Économiques et Monétaires, auteur d'une thèse sur l'apport des Pays d'Europe Centrale et Orientale à l'économie de l'Union Européenne), Henri Malosse (président du secteur « Emploi, Affaires Sociales et Citoyenneté » au Comité Économique et Social Européen), Denis Badré (sénateur UDF, membre de la Délégation du Sénat pour les Affaires Européennes, rapporteur du Sénat pour le projet de directive européenne sur les Services).

Un cocktail hongrois a ensuite été offert aux participants par l'Institut Hongrois.

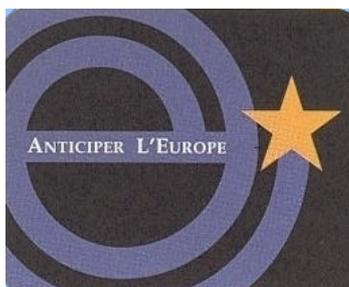
- « *L'Albanie entre partenariat pour la paix et intégration à l'Union européenne* », le 19 avril à la représentation de la commission européenne

En association avec l'ERID (Etudes en Relations Internationales et Défense), le courrier des Balkans et l'IPSE (Institut Prospective et Sécurité de l'Europe), Europe & Entreprises a co-organisé un débat sur l'Albanie et l'Union européenne. L'introduction au débat a été faite par Philippe Laurette. Elle a été suivie par une intervention de monsieur Ferit Hoxha, ambassadeur d'Albanie en France, sur le thème « L'Albanie entre partenariat pour la paix et intégration à l'Union européenne ».

Brèves

- Création du bulletin « Europe & Entreprises Infos »

A partir de la rentrée de septembre, Europe & Entreprises publiera sur internet, un bulletin qui fera le point sur l'actualité européenne intéressant les entreprises et qui donnera le point de vue de l'association sur cette même actualité. Ce bulletin sera envoyé à tous les adhérents gratuitement.



EUROPE & ENTREPRISES - Association loi 1901
BIPE Immeuble le Vivaldi - 11 rue René Jacques – F - 92138 Issy-les-Moulineaux cedex
Tel: 01 70 37 23 23 - Fax: 01 70 37 23 00

Président, Directeur de la Publication : Philippe Laurette

Vice-présidentes : Armelle Brault ; Daniela Stele

Rédacteur en chef : Alexandre Vatimbella

Ont collaboré à ce numéro : Henri Malosse, Bernard Barthalay

Conception / Réalisation / Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

E-mail : team@europe-entreprises.com

Site web : www.europe-entreprises.com

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe entre chefs d'entreprise.
